AD.

L. 15.865/2.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
- 1 - WETGEVING
23-01-1984
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H. Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 28 novembre 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant la composition et le fonctionnement de la "Commission consultative de la protection de la vie privée", a donné le 19 décembre 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e november 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de samenstelling en van de werkwijze van de "Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer", heeft de 19e december 1983 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Les alinéas 3, 4 et 5 visent des arrêtés royaux que le présent projet ne modifie pas. Ces alinéas doivent être omis.

L'accord du Ministre du Budget a été donné lors du Conseil des Ministres du 4 novembre 1983. Le préambule doit, en conséquence, être complété par l'alinéa suivant qui prend place avant la mention de l'avis du Conseil d'Etat :

"Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 novembre 1983 ;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Pour répondre aux intentions qui résultent du rapport au Roi, l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"La commission consultative instituée par l'article 6 de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public, et la commission consultative instituée par l'article 12 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, forment une seule commission dénommée : "Commission consultative de la protection de la vie privée".

A l'alinéa 2, il y aurait lieu d'ajouter le mot "administratif" après les mots "l'arrondissement".

.../...

Article 2.

Selon la première phrase de cet article, "la Commission est composée de huit membres nommés par Nous sur base de la parité linguistique ...".

La Constitution et beaucoup de lois ou de règlements qui organisent des institutions disposent que celles-ci seront composées de membres d'expression néerlandaise et de membres d'expression française. Mais le plus souvent ces textes le font en établissant eux-mêmes un critère ou en prévoyant l'établissement ultérieur d'un critère. Par exemple, l'article 32bis de la Constitution prévoit que, pour les cas déterminés par celle-ci, les membres élus de chaque Chambre sont répartis en un groupe linguistique français et un groupe linguistique néerlandais mais cet article charge le législateur de déterminer le mode de répartition et l'article 1er de la loi du 3 juillet 1971 y a pourvu. Les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, font mention de "groupes linguistiques", notamment en leur article 21, § 7, qui concerne le personnel des administrations des communes de Bruxelles-Capitale et des personnes de droit public subordonnées à ces communes : l'article 21, § 1er, permet de déterminer de quel groupe linguistique un membre dudit personnel fait partie.

En revanche, pour la généralité des citoyens, aucune disposition ne détermine selon quel critère les uns doivent être considérés comme étant d'expression française, les autres d'expression néerlandaise et les autres encore d'expression allemande, alors que certaines dispositions réglementaires, législatives ou même constitutionnelles (article 86bis) se réfèrent à une telle distinction.

.../...

A défaut de l'établissement de tout critère légal, la détermination de la qualité de citoyen d'expression française ou d'expression néerlandaise se déduit uniquement d'éléments de fait parfois incertains.

Cette situation crée un risque de contestation quant à la régularité de la composition de la commission et, par conséquent, de ses avis.

Par ailleurs, le texte en projet a pour effet d'écarter la possibilité de désigner comme membres de la commission des personnes qui sont "d'expression allemande", à moins qu'elles ne sachent s'exprimer soit en français, soit en néerlandais.

Cette question a déjà fait l'objet de divers avis du Conseil d'Etat, section de législation :

- avis rendu le 23 novembre 1977 sur le projet de la loi "relative aux élections européennes" (L. 12.959/2) (Doc. parl. Chambre, 1977-1978, n° 195/1, pages 5 et 6);

- avis sur le projet de loi modifiant la loi du 2 avril 1962 (S.N.I. S.R.I.) et devenu la loi du 30 mars 1976 (Doc. parl. Sénat, 1975-1976, n° 766/1 du 19 janvier 1976);

- avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 31 janvier 1978 instituant une Commission d'avis sur les concessions de faveurs nobiliaires (Moniteur du 26 mai 1978, p. 6061);

- avis (L. 14.987/9) sur le projet devenu l'arrêté royal n° 116 du 23 décembre 1982 modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge de Commerce extérieur (Moniteur du 29 décembre 1982, p. 15.346).

.../...

Sous réserve de cette observation, il est proposé de rédiger l'article 2 en projet de la manière suivante :

"Article 2.-

La Commission est composée de quatre membres d'expression française et de quatre membres d'expression néerlandaise.

Les membres sont nommés par Nous selon les modalités suivantes :

- quatre membres dont un magistrat effectif, émérite ou honoraire, qui préside la Commission, un fonctionnaire du Ministère de la Justice, un avocat et un membre du personnel enseignant d'une université belge, sont nommés sur proposition du Ministre de la Justice;

- trois membres dont un fonctionnaire des services du Premier Ministre, secteur fonction publique, un membre du personnel enseignant d'une université belge et une personne étrangère à la fonction publique spécialement compétente en matière d'informatique et de protection de la vie privée, sont nommés sur proposition du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions;

- un membre du Conseil supérieur de statistique est nommé sur proposition du Ministre des Affaires économiques.

Huit membres suppléants sont nommés par Nous dans le respect des mêmes conditions que celles qui sont requises pour les membres effectifs; le membre suppléant assure le remplacement du membre effectif empêché.

Lorsqu'un membre effectif ne peut, pour un motif quelconque achever son mandat, le membre qui le supplée exerce de plein droit les fonctions de membre effectif pour la durée du mandat qui reste à courir".

.../...

Article 4.

Dans le texte français, les mots "d'ordre intérieur" devraient être ajoutés après les mots "son règlement", comme dans le texte néerlandais.

Article 5.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Ils bénéficient des indemnités pour frais de séjour et de parcours, conformément aux dispositions applicables au personnel des ministères. Les personnes étrangères à l'administration ou dont le rang du grade n'est pas déterminé, sont assimilées à des fonctionnaires du rang 13; le président est assimilé à un fonctionnaire du rang 17".

Article 6.

Afin d'éviter un risque de blocage dû à une "parité de voix", il y aurait lieu de prévoir la présence nécessaire du président parmi les six membres qui doivent au moins être présents.

L'alinéa 1er devrait, par conséquent, être rédigé comme suit :

"La Commission ne délibère valablement que si six de ses membres au moins, en ce compris le président, sont présents".

Article 8.

Dans le texte français, il serait préférable de remplacer les mots "sont supportés par le budget" par les mots "sont à charge du budget".

AANHEF.

De leden 3, 4 en 5 verwijzen naar koninklijke besluiten, die dit ontwerp niet wijzigt. Die leden dienen te vervallen.

De Minister van Begroting heeft zijn akkoord gegeven tijdens de Ministerraad van 4 november 1983. In de aanhef dient bijgevolg, vóór de vermelding van het advies van de Raad van State, het volgende lid te worden ingevoegd :

"Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 november 1983;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Ter wille van de overeenstemming met de bedoelingen die blijken uit het verslag aan de Koning, zou het eerste lid beter als volgt worden geredigeerd :

"De raadgevende commissie, ingesteld bij artikel 6 van het koninklijk besluit nr 141 van 30 december 1982 tot oprichting van een databank betreffende de personeelsleden van de overheidssector, en de raadgevende commissie, ingesteld bij artikel 12 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, vormen één enkele commissie, "Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer" genoemd.

.../...

In het tweede lid zou vóór het woord "arrondissement" het woord "administratief" moeten worden ingevoegd.

Artikel 2.

De eerste volzin van dit artikel luidt als volgt :

"De Commissie bestaat uit acht leden door Ons benoemd op voet van taalpariteit, ...".

De Grondwet en vele wetten of verordeningen die instellingen oprichten, bepalen dat deze zullen bestaan uit Nederlandssprekende en Franssprekende leden. Meestal echter geven die teksten zelf een maatstaf aan of bepalen zij dat die later zal worden vastgesteld. Zo bepaalt artikel 32bis van de Grondwet dat, voor de gevallen welke deze bepaalt, de gekozen leden van elke Kamer in een Nederlandse en een Franse taalgroep worden ingedeeld, maar het belast de wetgever met het vaststellen van de wijze van indeling; artikel 1 van de wet van 3 juli 1971 heeft daarin voorzien. Ook in de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken is sprake van "taalgroepen", onder meer in artikel 21, § 7, dat betrekking heeft op het personeel van de besturen van de gemeenten van Brussel-Hoofdstad en van de aan die gemeenten ondergeschikte openbare personen : op grond van artikel 21, § 1, kan worden bepaald tot welke taalgroep een lid van dat personeel behoort.

Voor de burgers in het algemeen echter is er geen enkele bepaling die zegt volgens welke maatstaf de ene als Nederlandstalig, de andere als Franstalig en nog een ander als Duitstalig moet worden beschouwd, terwijl sommige bepalingen van verordeningen, van wetten of zelfs van de Grondwet (artikel 86bis) op een zodanig onderscheid steunen.

Als geen enkele wettelijke maatstaf is vastgesteld, kan de hoedanigheid van Nederlandstalig, Franstalig of Duitstalig burger alleen worden afgeleid uit soms onzekere feitelijke gegevens.

Deze toestand houdt het gevaar in dat de regelmatigheid van de samenstelling van de commissie en bijgevolg van haar adviezen, zou worden betwist.

Voorts heeft de ontworpen tekst tot gevolg dat de mogelijkheid wordt uitgesloten om "Duitstaligen" tot lid van de commissie aan te stellen, tenzij zij zich in het Nederlands of in het Frans kunnen uitdrukken.

Over dit probleem heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, reeds verscheidene adviezen gegeven :

- advies van 23 november 1977 over het ontwerp van wet "betreffende de Europese verkiezingen" (L. 12.959/2) (Gedr. St. Kamer, 1977-1978, nr 195/1, blz. 5 en 6);

- advies over het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 2 april 1962 (N.I.M. G.I.M.), dat de wet van 30 maart 1976 is geworden (Gedr. St. Senaat, 1975-1976, nr 766/1 van 19 januari 1976);

- advies over het ontwerp dat het koninklijk besluit geworden is van 31 januari 1978 houdende oprichting van een Consultatieve Commissie voor het toekennen van adellijke gunsten (Belgisch Staatsblad van 26 mei 1978, blz. 6061);

.../...

- advies (L. 14.987/9) over het ontwerp dat het koninklijk besluit nr 116 van 23 december 1982 geworden is, houdende wijziging van de wet van 16 juli 1948 tot oprichting van een openbare instelling, Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel genaamd (Belgisch Staatsblad van 29 december 1982, blz. 15.346).

Onder voorbehoud van deze opmerking, wordt voorgesteld het ontworpen artikel 2 als volgt te redigeren :

"Artikel 2.-

De Commissie bestaat uit vier Nederlandssprekende en uit vier Franssprekende leden.

De leden worden door Ons benoemd met inachtneming van de volgende regels :

- vier leden, onder wie een magistraat, in werkelijke dienst, emeritus of eremagistraat die voorzitter is van de Commissie, een ambtenaar van het Ministerie van Justitie, een advocaat en een lid van het onderwijzend personeel van een Belgische universiteit, worden benoemd op de voordracht van de Minister van Justitie;

- drie leden, onder wie een ambtenaar van de diensten van de Eerste Minister, sector Openbaar Ambt, een lid van het onderwijzend personeel van een Belgische universiteit en een persoon die niet behoort tot het Openbaar Ambt en die bijzonder bevoegd is inzake informatica en bescherming van de persoonlijke levenssfeer, worden benoemd op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort;

- een lid van de Hoge Raad voor de Statistiek wordt benoemd op de voordracht van de Minister van Economiche Zaken.

Acht plaatsvervangende leden worden door Ons benoemd, met inachtneming van dezelfde voorwaarden als die welke vereist zijn voor de werkende leden; het plaatsvervangend lid vervangt het werkend lid dat verhinderd is.

Wanneer een werkend lid, om welke reden ook, zijn mandaat niet kan voltooien, oefent het lid dat hem vervangt van rechtswege het ambt van het werkend lid uit voor de resterende duur van het mandaat".

Artikel 4.

In de Franse tekst dienen, ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, na de woorden "son règlement", de woorden "d'ordre intérieur" te worden ingevoegd.

Artikel 5.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Zij zijn gerechtigd op de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten, overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. De personen die niet tot het bestuur behoren of voor wie de rang waartoe hun graad behoort, niet is bepaald, worden gelijkgesteld met ambtenaren van rang 13; de voorzitter wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 17".

.../...

Artikel 6.

Om het gevaar van blokkering door "staking van stemmen" te voorkomen, zou moeten worden bepaald dat de voorzitter zich dient te bevinden bij de zes leden die ten minste aanwezig moeten zijn.

Het eerste lid zou bijgevolg als volgt dienen te worden geredigeerd :

"Voor de rechtsgeldigheid van de besluiten van de Commissie is vereist dat ten minste zes leden, onder wie de voorzitter, aanwezig zijn".

Artikel 8.

In de Franse tekst ware het verkieslijk de woorden "sont supportés par le budget" te vervangen door de woorden "sont à charge du budget".

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. F. REMION.